

## ETIC - Note analytique Presse et médias

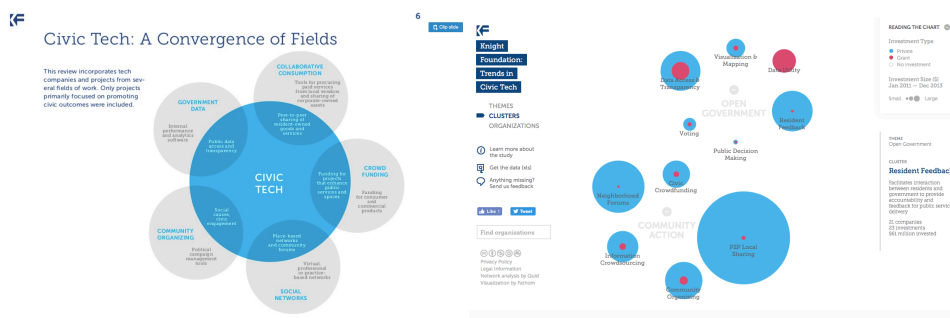
La controverse que nous étudions concerne la place des Civic Tech dans la démocratie.

Suite à nos recherches on remarque qu'il y a assez peu de recul sur cette question, la problématique étant assez récente.

Il y a une importante quantité d'acteurs qui ressortent, chacun apportant des cadrages et des problématisations différentes de la question. Nous allons donc nous attacher à dresser un panorama de ces questions qui peuvent se regrouper en 4 grandes parties: les différentes catégories d'acteurs des Civic Tech, l'impact de cette Technologie, la relation des Civic Tech avec notre modèle économique actuel et enfin, la réalité des défis relevés par les Civic Tech.

C'est en 2011 qu'apparaît le terme Civic Tech (abréviation de Civic Technology) aux Etats-Unis. La plupart des acteurs de Civic Tech affirment que "cette dynamique s'est développée suite au constat d'un essoufflement de la démocratie et d'une défiance des citoyens à son égard".

En 2013 la Knight Foundation, une fondation américaine qui finance des projets liés au journalisme et aux médias, a développé une typologie des Civic Tech (<https://www.knightfoundation.org/features/CivicTech>).



Le terme Civic Tech représente l'ensemble des Technologies permettant aux citoyens de se mobiliser pour l'intérêt général et de prendre part à la décision publique.

Ce sont des services communautaires qui facilitent l'échange et la communication des citoyens. Ces services incluent également les plateformes participatives telles que Waze (application de GPS permettant aux utilisateurs de signaler des contrôles ou difficultés sur un trajet).

Les dynamiques de mobilisation autour de cette controverse ont été multiples selon C.Mabi, chercheur à l'UTC sur le sujet.

On recense des dynamiques citoyennes, politiques et d'autres plus communautaires.

Dans le cadre de notre analyse de controverse nous avons choisi de nous intéresser plutôt aux dynamiques citoyennes et politiques dans le but de savoir comment les Civic Tech pourraient réparer la démocratie.

Des acteurs se sont mobilisés autour de ces dynamiques dans l'objectif de donner une légitimité nouvelle à la démocratie et aux institutions.

Les trois piliers qui ressortent des articles sur la question des Civic Tech sont: un souci de transparence de l'action publique, une volonté de collaboration entre les agences gouvernementales et une augmentation de la participation des citoyens.

Tout comme les dynamiques différentes on recense également des degrés d'institutionnalisation et des initiatives différentes. Il y a d'un côté des Civic Tech dans une logique de contre-pouvoir, des lobbies citoyens et de l'autre des projets de collaboration avec les pouvoirs publics. Certains acteurs cherchent plutôt à approfondir la démocratie institutionnelle tandis que d'autres sont dans une logique de transformation et de renouvellement profond.

Ces différents piliers et degrés d'institutionnalisation des Civic Tech questionnent le cadrage du problème.

*Quels sont les grandes « familles » de Civic Tech? Quel est l'impact de chacune dans la société? Dans quelle mesure faut-il inclure les Civic Tech à fins plus communautaires dans notre analyse?*

Les acteurs de cette controverse sont essentiellement des acteurs publics, des associations et des organismes et des start-ups.

Nous pouvons nous interroger sur le public touché par ces acteurs et donc par cette controverse. Les acteurs touchent-ils un public assez large? Comment inclure l'intervention de l'état dans la controverse avec des acteurs telles que Etalab, Opengouv et le secrétariat général du numérique rattaché à Bercy ?

Les Civic Tech doivent définir un modèle économique pour leur fonctionnement cependant le risque de perdre de vue l'objectif initial existe. Comment alors rester fidèle à la volonté première et ne pas devenir des Civic business?

On identifie donc des problématiques différentes dans le problème ainsi que des acteurs et des axes d'analyse assez différents.

**Quelles sont les différentes catégories d'acteurs des Civic Tech et comment opèrent-ils?**

**Les Civic Tech peuvent-elles réellement toucher un public le plus large possible? Quelle est la place des Civic Tech dans notre modèle économique ?**

**Les Civic Tech peuvent-elles réellement relever les défis de la démocratie?**

## I - La variété d'acteurs des Civic Tech

Comme nous l'avons déjà évoqué, plusieurs familles d'acteurs ressortent et plusieurs degrés d'institutionnalisation existent dans les initiatives proposées. C'est selon ces acteurs et degrés différents que nous avons choisi de construire notre carte des acteurs pour montrer le positionnement de ces individus les uns par rapport aux autres.



Plus précisément on distingue quatre groupes d'acteurs différents (issus de l'article de Clément Mabi)

Les "réformateurs externes" qui souhaitent approfondir la représentation des citoyens en favorisant la collaboration entre citoyens et institutions. On trouve les plateformes d'intelligence collective de débat comme Stig ou Fluicity<sup>1</sup> ou des comparateurs de programmes.

Les élus voient dans ces Civic-Tech un moyen de rester en contact avec les citoyens.

Un autre groupe est celui des "réformateurs critiques" voulant une transformation de la démocratie institutionnelle en mobilisant la société civile. Ces acteurs se basent sur des projets open source.

Le troisième groupe d'acteurs est celui des "hacker embarqués" qui souhaitent réformer en profondeur le système démocratique en s'y impliquant. Ils veulent participer au fonctionnement de la démocratie pour le modifier de l'intérieur. Ces acteurs proposent des initiatives de lois aux citoyens et veulent présenter des candidats citoyens aux élections, c'est le cas de laprimaire.org ou de #mavoix.

Le dernier groupe est celui des "critiques externes" qui regroupe les initiatives de contre-pouvoir. On trouve des sites de vérification d'information comme Regards Citoyens ou de décryptage de mécanismes politiques comme Acropolis.

<sup>1</sup> <https://getstig.org>, <https://www.flui.city>

Par ailleurs, Armel le Coz, cofondateur de Démocratie ouverte<sup>2</sup>, a recensé sept familles de Civic Tech: les citoyens autonomes, les révolutionnaires, les fédérateurs, les formateurs, les transformateurs, la démocratie participative et les geeks. Démocratie ouverte\* est un collectif citoyen indépendant qui agit pour mettre en oeuvre des initiatives permettant une transition démocratique.

Les Civic Tech modifient le jeu des acteurs en court-circuitant les lobbies et les médias. On parle même d'ubérisation de la politique. Cette tendance est une conséquence évidente de ce qui se passe déjà dans d'autres sphères de la société. C'est en tout cas ce qui est soulevé par Le Monde dans l'article du 22 décembre 2016 intitulé *Comment le numérique change la politique*.

«Jamais dans l'histoire on n'a assisté à une telle créativité démocratique ni à un tel engagement citoyen». Grâce aux «Civic Tech». “ ((citation extraite de l'article de Laure Lucchesi (directrice d'Etalab) et Henri Verdier (directeur interministériel du numérique et du système d'information de l'Etat)).

Cette troisième révolution industrielle est perçue comme une chance donnant de nouveaux moyens d'expérimentation sur le plan politique.

François-Xavier de Vaujany, professeur à l'université Paris Dauphine, note que les entrepreneurs ont des effets de plus en plus politiques.

Cette prolifération de familles d'acteurs peut aussi être vue comme un frein à l'efficacité des Civic-Tech. En effet, toutes les personnes concernées et intéressées par le problème sont éparpillées dans des Civic-Tech différentes et ne peuvent pas se retrouver autour d'un projet commun de plus grande ampleur.

Cette diversité d'acteurs peut-elle réellement permettre de toucher un public très large?

## II - L'impact des Civic Tech

La variété et la prolifération des acteurs des Civic Tech peut être un frein à leur efficacité. Les citoyens ne sont pas suffisamment au courant des initiatives développées et la communication autour de ces Technologies n'est pas suffisante.

Le champ des Civic-Tech est donc encore trop restreint pour avoir un réel impact sur la démocratie.

Pour le politologue Clément Viktorovitch l'impact de ces Technologies reste marginal car elles sont peu utilisées. Il est nécessaire d'instaurer une éducation à la participation si on veut augmenter cet impact.

De plus, on remarque que la participation aux initiatives est faible et finalement assez peu prise en compte lors des décisions publiques : “Par exemple, le projet de loi sur la biodiversité a été totalement détricoté par le Sénat, très peu des contributions des internautes à la loi Lemaire sur le numérique ont été retenues, et le projet participatif de la canopée des Halles a abouti à une réalisation «discutable» et surtout à un flot de plaintes des riverains.” (article de Maurice Merchier dans la revue Le débat - Vers la transdémocratie ?)

Par ailleurs il faut être vigilant sur le devenir de ces Technologies. Elles doivent essentiellement relever les défis de la démocratie et non plus se limiter à être de simples gadgets Technologiques. C'est l'avis de Valentin Chaput membre du think tank Point d'ancrage.

Selon lui, la prolifération des Technologies souhaitant transformer la démocratie doit être expliquée aux citoyens.

De plus, il souligne que le numérique va pouvoir participer à la transformation de la démocratie dans le cadre d'une société plus collaborative.

Cependant, il faudra prendre en compte les intérêts des différents acteurs de cette démocratie collaborative. En effet, les institutions politiques, les citoyens et les associations de la société civile n'ont pas les mêmes intérêts et objectifs : “Les institutions désirent améliorer la qualité et la transparence du service public et moderniser leur gouvernance, les citoyens attendent que de meilleures décisions soient prises avec eux, et les associations cherchent à valoriser leurs actions, accroître leur audience et leurs ressources. “ (citation de Valentin Chaput dans l'article du Monde, du 9 décembre 2016 intitulé *Quel est le « potentiel des nouvelles Technologies dans l'action publique » ?*)

---

<sup>2</sup> <http://democratieouverte.org>

Il faut rester attentif aux réalisations et aux impacts de ces Technologies et services si on veut éviter qu'elles soient utilisées par les politiques pour donner seulement une illusion de modernisation (éviter le "Tech-washing").

La priorité est de permettre aux citoyens de mieux s'informer, de collaborer aux décisions publiques et de s'organiser.

Ces Technologies doivent être le plus accessibles possibles et devenir des "common-Tech".

Si les Civic-Tech doivent réinventer, améliorer la démocratie, elles doivent en priorité toucher les populations qui ont perdu foi en la démocratie: les abstentionnistes, les populations marginalisées et pas accentuer la fracture numérique existante. Cela n'aura que pour effet de les isoler encore plus du système politique.

### **III - Quelle est la place des Civic-Tech dans notre modèle économique ?**

La question des Technologies utilisées pour les Civic-Tech et du modèle économique choisi ne doit pas être laissé au hasard.

En effet, les Technologies choisies ne peuvent et ne doivent pas échapper à toute logique de régulation.

Par ailleurs, comme beaucoup d'acteurs des Civic-Tech sont des start-up ou des groupes privés (les GAFA notamment) il est important de s'interroger sur le modèle économique choisi. La quête de développement entrepreneurial et d'évolution dans le modèle économique actuel ne doit pas faire écran à l'objectif premier de ces entreprises qui est de faire évoluer notre modèle politique et sociétal.

De nombreuses Civic-Tech ne respectent pas les principes mêmes de la démocratie qu'ils défendent pourtant.

Le numérique n'est pas démocratique en soi. On a une perte de contrôle de la démocratie avec ces outils numériques.

Les Civic-Tech et idées de gouvernement ouvert sont nés dans l'open Data mais sont rapidement apparus des problèmes de transparence et de monopole lucratif. Cette transition numérique doit tout de même respecter les principes fondateurs de notre démocratie.

Il est question de savoir si les Civic-Tech ne sont pas des Civic-business: les start-ups vont refuser de s'appliquer les principes de transparence qu'elles prônent pour la démocratie sur les questions de logiciels ou les questions purement économiques.

Il faut un modèle économique numérique durable qui se différencie du modèle classique et des codes ouverts (en open source) pour fiabiliser les données. En effet, des données modifiées et traitées mais dont on ne peut pas tracer les modifications sont finalement assez peu auditables.

Pouvoir vérifier le traitement des données au sein des algorithmes est primordial.

L'aspect crucial des Civic-Tech, dans un souci de cohérence, est de proposer un code source libre.

Se pose alors également la question de la rémunération de ces start-ups et de ces autres acteurs.

La variété des acteurs des Civic-Tech présentent donc de façon inhérente les variétés de problématisation de la controverse. Les défis à relever sont vastes qu'ils soient politiques ou sociaux. Cependant, la question de leur impact reste cruciale. Si les Civic-Tech doivent réparer la démocratie il est nécessaire qu'elles touchent la majorité de la population et que les initiatives soient prises en compte par les pouvoirs publics.

Ainsi dans quelle mesure les Civic-Tech peuvent-elles réellement relever les défis posés par la démocratie?

### **IV - Les Civic-Tech peuvent-elles réellement relever les défis de la démocratie?**

La révolution démocratique qu'elles représentent, le changement incarné sont illusoire. Rien ne peut être fait par le numérique sans restaurer la confiance des citoyens envers leurs élus.

"La Technologie seule ne peut rien". (article de Maurice Mercurier dans la revue Le débat - Vers la transdémocratie ?)

Ces nouvelles Technologies développées, notamment par les GAFA, ne sont que des manipulations lucratives entrant dans une logique économique de consommation qui sont, en fait, des entraves à notre citoyenneté.

“Il faut faire prendre conscience que ces nouvelles Technologies se déploient dans la sphère de la consommation, du divertissement, du paraître, selon une logique économique [...] bref, à tout ce qui dans l'individu entrave justement son accession à la citoyenneté. Le comportement civique et l'action politique ne sollicitent sûrement pas les mêmes zones cérébrales que la chasse aux Pokémon. “

Il est nécessaire d'amorcer une démystification de cette proclamation de révolution de la société. Les politiques doivent récupérer le mouvement en utilisant eux-mêmes ces Technologies.

C'est le meilleur moyen d'introduire les Civic-Tech dans la démocratie et de montrer une ouverture, d'amorcer une éducation participative. Les politiques doivent lancer le mouvement en utilisant ces outils afin de recréer un lien et une confiance avec les citoyens.

C'est le cas du logiciel NationBuilder pour faire du porte à porte virtuel ou des initiatives de Parlement et Citoyens.

Cependant la participation à ces initiatives est faible et est peu prise en compte lors des décisions. Ces Technologies ne changent rien fondamentalement à la démocratie participative et n'ont qu'une "fonction décorative". Loin d'effacer les dérives démocratiques, elles vont seulement faire différer ces dérives le temps que sature leur dimension ludique.

Les Civic-Tech entraînent finalement une dépossession du pouvoir politique qui finit par appartenir à des entreprises d'abord intéressées par leur développement, puissance et profit.

Il n'y a pas de transfert de pouvoir mais plutôt un abandon du pouvoir aux machines.